



Pour diffusion immédiate

GOODFOOD MARKET CORP. ANNONCE LA RÉALISATION DE L'APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE ANNONCÉ PRÉCÉDEMMENT ET L'EXERCICE PARTIEL DE L'OPTION DE SURALLOCATION

LE PRÉSENT COMMUNIQUÉ NE DOIT ÊTRE DIFFUSÉ QU'AU CANADA. IL NE DOIT PAS ÊTRE DISTRIBUÉ AUX AGENCES DE PRESSE DES ÉTATS-UNIS NI ÊTRE DIFFUSÉ AUX ÉTATS-UNIS.

Montréal (Québec), le 22 février 2019 – Goodfood Market Corp. (« Goodfood » ou la « Société ») (TSX : FOOD) est fière d'annoncer la clôture de son appel public à l'épargne par voie de prise ferme annoncé précédemment (le « placement »). Dans le cadre du placement, un syndicat de prise ferme mené par GMP Valeurs mobilières S.E.C. (le « chef de file »), et comprenant Valeurs mobilières Desjardins Inc., Financière Banque Nationale Inc., Acumen Capital Finance Associés Limitée, Scotia Capitaux Inc., RBC Dominion valeurs mobilières Inc., Raymond James Ltée, Corporation Canaccord Genuity et Corporation Financière PI (collectivement avec le chef de file, les « preneurs fermes ») ont acheté un total de 7 142 857 actions ordinaires de la Société (les « actions offertes »), au prix de 3,50 \$ par action offerte (le « prix d'offre »). De ce nombre, 5 714 286 actions offertes ont été achetées auprès de la Société (les « actions nouvelles ») et un total de 1 428 571 actions offertes (les « actions secondaires ») ont été achetées auprès de Jonathan Ferrari, Neil Cuggy et Raffi Krikorian, ou auprès de leurs sociétés de portefeuille respectives (collectivement, les « actionnaires vendeurs »). Le produit brut du placement s'élève à environ 25 millions de dollars, dont une tranche d'environ 20 millions de dollars correspond au produit brut revenant à la Société.

Les preneurs fermes ont également exercé partiellement l'option (l'« option de surallocation ») qui leur a été accordée et qui leur permet d'acheter au plus 857 143 actions nouvelles supplémentaires auprès de la Société (les « actions de surallocation nouvellement émises »), et au plus 214 286 actions secondaires auprès des actionnaires vendeurs (les « actions de surallocation du reclassement », et avec les actions de surallocation nouvellement émises, les « actions de surallocation »), au prix d'offre. Les preneurs fermes ont acheté 304 926 actions de surallocation nouvellement émises auprès de la Société et 76 232 actions de surallocation du reclassement auprès des actionnaires vendeurs par suite de l'exercice partiel de l'option de surallocation, pour un total de 381 158 actions de surallocation, ce qui représente un produit brut supplémentaire d'environ 1,3 million de dollars, dont une tranche de 1 million de dollars correspond au produit brut revenant à la Société. Le produit brut total du placement (compte tenu de l'exercice partiel de l'option de surallocation) s'est établi à environ 26,3 millions de dollars, dont une tranche d'environ 21 millions de dollars correspond au produit brut revenant à la Société. Il reste 552 217 actions de surallocation nouvellement émises et 138 054 actions de surallocation du reclassement visées par l'option de surallocation, laquelle peut être levée en totalité ou en partie de temps à autre, en tout temps pendant une période de 30 jours à compter de la date de clôture du placement.

La Société prévoit affecter le produit net tiré de l'offre d'actions nouvelles aux investissements en automatisation, à l'augmentation de la capacité de production dans l'Ouest canadien, aux solutions de repas des petits-déjeuners et des plats cuisinés, aux emballages écologiques, au fonds de roulement et aux besoins généraux de la Société.

Donald Olds, administrateur de la Société, et Philippe St-Cyr Adam, chef de la direction financière de la Société, ont acheté 15 000 et 11 500 actions offertes, respectivement, dans le cadre du placement.

Les participations de MM. Olds et St-Cyr Adam au placement sont considérées chacune comme une « opération avec une personne apparentée » au sens du *Règlement 61-101 sur les mesures de protection des porteurs minoritaires lors d'opérations particulières* (le « Règlement 61-101 »). La participation de chacun de ces initiés est dispensée des exigences d'évaluation officielle et d'approbation des porteurs minoritaires du Règlement 61-101 du fait que ni la juste valeur marchande des titres émis à ces initiés ni la contrepartie versée pour de tels titres ne dépasse 25 % de la capitalisation boursière de la Société. La Société n'a pas déposé de déclaration de changement important 21 jours avant la clôture du placement étant donné que les détails de la participation des initiés de la Société au placement n'avaient pas été confirmés à ce moment-là. Le placement, y compris la participation des initiés à celui-ci, a été approuvé à l'unanimité par le conseil d'administration de la Société.

Avant le placement, MM. Ferrari et Cuggy, deux des actionnaires vendeurs, détenaient chacun, directement ou indirectement, 11 397 565 actions ordinaires de la Société (les « actions ordinaires »), ce qui représentait 21,99 % des actions ordinaires alors émises et en circulation. Après la vente des actions secondaires dans le cadre du placement, la vente des actions de surallocation du reclassement par suite de l'exercice partiel de l'option de surallocation, et l'émission des actions nouvelles dans le cadre du placement, MM. Ferrari et Cuggy détiennent maintenant 10 795 644 actions ordinaires chacun, ce qui représente 18,31 % des actions ordinaires émises et en circulation de la Société. MM. Ferrari et Cuggy ont chacun touché un produit brut de 2 106 724 \$ de la vente des actions secondaires et des actions de surallocation du reclassement dans le cadre du placement. La vente d'actions secondaires et d'actions de surallocation du reclassement par les actionnaires vendeurs dans le cadre du placement a été réalisée à des fins générales de placement et de portefeuille. Ils pourront réaliser ultérieurement des opérations sur les titres de Goodfood ou à l'égard des titres de Goodfood, sous réserve d'un certain nombre de facteurs.

Pour obtenir une copie des déclarations selon le système d'alerte devant être déposées relativement aux actions vendues par les actionnaires vendeurs, veuillez visiter le site de SEDAR au www.sedar.com ou communiquer avec :

Goodfood Market Corp.
Philippe St-Cyr Adam, chef de la direction financière
(855) 515-5191
IR@makegoodfood.ca

Les titres offerts n'ont pas été ni ne seront inscrits en vertu de la *Securities Act of 1933* des États-Unis, en sa version modifiée, et ils ne peuvent être offerts ni vendus aux États-Unis, ni à des personnes des États-Unis ou pour le compte ou le bénéfice de personnes des États-Unis, en l'absence de leur inscription ou d'une dispense applicable des exigences d'inscription. Le présent communiqué de presse ne constitue pas une offre de vente ni la sollicitation d'une offre d'achat, et les titres ne peuvent être vendus dans un État où une telle offre, sollicitation ou vente serait interdite en vertu de la loi.

À propos de Goodfood

Marché Goodfood est un chef de file canadien des solutions de repas à domicile. La Société livre chaque semaine à ses abonnés tous les ingrédients frais nécessaires à la préparation de repas délicieux. L'objectif de Goodfood est de simplifier la préparation cuisine, en laissant aux utilisateurs tout le plaisir : cuisiner, partager avec les amis et la famille et savourer. Les abonnés sélectionnent en ligne leurs recettes favorites parmi une large sélection de repas originaux. La Société prépare ensuite un panier personnalisé d'ingrédients frais et effectue la livraison chez l'abonné. Les recettes sont faciles à suivre et présentées étape par étape. Les bureaux administratifs et le principal centre de production de la Société sont situés à Montréal (Québec) Canada. La Société possède un second centre de production à Calgary (Alberta) Canada. En date du 30 novembre 2018, Goodfood comptait 126 000 abonnés actifs. www.makegoodfood.ca.

Le siège social de Goodfood est situé au 4600, rue Hickmore, Montréal (Québec) H4T 1K2

Pour obtenir de plus amples renseignements :

Investisseurs

Philippe St-Cyr Adam, chef de la direction
financière

(855) 515-5191

IR@makegoodfood.ca

Médias

Pierre Boucher, vice-président

(514) 731-0000

pierre@maisonbrison.com

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Le présent communiqué de presse contient des « déclarations prospectives » au sens attribué à ce terme dans les lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables. Ces déclarations prospectives comprennent, notamment, des renseignements sur nos objectifs et les stratégies pour les atteindre, de même que des renseignements sur nos opinions, nos projets, nos attentes, nos prévisions, nos estimations et nos intentions. Ces informations prospectives peuvent souvent (mais pas toujours) être décelées par l'emploi d'expressions comme « peut », « pourrait », « devrait », « prévoit », « a l'intention de », « estime », « projette », « croit » ou « continue » et d'autres expressions semblables ou toutes les formes négatives de ces expressions, y compris les renvois à des hypothèses. Les informations prospectives sont fournies dans le but d'aider le lecteur à comprendre la Société et son entreprise, ses activités, ses perspectives et les risques auxquels elle est confrontée à un moment précis dans le temps, dans un certain contexte historique et compte tenu de développements futurs, et, par conséquent, le lecteur est avisé que les informations pourraient ne pas être appropriées à d'autres fins. Les informations prospectives sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses et sont soumises à un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont indépendants de notre volonté et peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon marquée de ceux qui sont divulgués, de façon expresse ou implicite, dans ces informations prospectives. Ces risques et incertitudes comprennent, sans s'y restreindre, les facteurs de risque suivants qui sont discutés plus en détail à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société pour l'exercice terminé le 31 août 2018 disponible sur SEDAR au www.sedar.com : des antécédents d'exploitation limités, des flux de trésorerie d'exploitation négatifs, le secteur de l'alimentation, le contrôle de la qualité et les préoccupations en matière de santé, la conformité à la réglementation applicable, la réglementation du secteur, les questions de santé publique, les rappels de produits, l'atteinte à la réputation de Goodfood, la perturbation des transports, la responsabilité du fait du produit, la propriété et la protection des droits de propriété intellectuelle, le secteur en évolution, des activités de syndicalisation, la dépendance envers la direction, les facteurs qui pourraient empêcher l'atteinte des objectifs de croissance, la concurrence, la disponibilité et la qualité des matières premières, la gamme limitée de produits, la réglementation en matière d'environnement et de santé et sécurité au travail, la perturbation et l'atteinte à la sécurité des systèmes en ligne, la dépendance envers les centres de données, la conformité aux modalités de licences de logiciels ouverts, les besoins futurs en capitaux, les risques d'exploitation et la couverture d'assurance, la gestion de la croissance, les conflits d'intérêts, les litiges et les événements catastrophiques. Bien que les informations prospectives qui figurent aux présentes soient fondées sur ce que nous croyons être des hypothèses raisonnables, le lecteur est prié de ne pas se fier indûment à ces informations prospectives puisque les résultats réels pourraient différer de ces informations prospectives. Pour préparer les informations prospectives, certaines hypothèses ont été formulées en ce qui concerne la disponibilité des ressources en capital, le rendement de l'entreprise, les conditions du marché et la demande des clients. Par conséquent, toutes les informations prospectives que contiennent les présentes sont données sous réserve des mises en garde susmentionnées, et rien ne garantit que les résultats ou les événements auxquels nous nous attendons se réaliseront ou que, même s'ils se réalisent en grande partie, qu'ils auront les effets prévus sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. Sauf avis contraire ou à moins que le contexte n'indique un sens différent, les

informations prospectives qui figurent aux présentes sont fournies en date des présentes et, nous ne nous engageons pas à mettre à jour ou à modifier ces informations prospectives, que ce soit par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf dans la mesure où la loi l'exige.